

La voix de l'Opposition de gauche

Le changement dans la continuité,
c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

14 juin 2012

Patrons, vous n'avez même pas besoin de demander pour être servis.

Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, annonce que le gouvernement "*étudie*" un plan d'aide au secteur automobile, après la demande de Renault.

Le gouvernement étudie un éventuel soutien des pouvoirs publics au secteur automobile, à la suite de la demande d'aide formulée par Renault, a indiqué le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

"Cette demande n'a pas été faite officiellement au gouvernement mais cette demande est parvenue jusqu'au gouvernement (...) Nous avons mis à l'étude cette proposition", a déclaré M. Montebourg, lors d'une conférence de presse. La veille, le numéro deux de Renault, Carlos Tavares, a appelé les pouvoirs publics à des mesures d'aide pour soutenir les ventes de voitures en France et en Europe, comme ils l'avaient fait à partir de 2008-2009. (lexpansion.com 13.06)

Encore 20 000 emplois supplémentaires exonérés de cotisations sociales pour les patrons petits et grands.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a écrit aux préfets pour leur demander de privilégier la demande et les offres locales en tenant compte des besoins dans chaque territoire. Ce supplément de contrats aidés va coûter 400 millions d'euros.

Face à la poussée du chômage, le gouvernement a décidé de mettre en place 80.000 contrats aidés, en sus des 115.000 déjà programmés pour le second semestre, selon un document officiel dont l'AFP a eu connaissance mercredi. Le ministre du Travail, Michel Sapin, a écrit en ce sens à tous les préfets de régions, leur demandant de mobiliser "*tous les moyens opérationnels*" pour parvenir rapidement à la mise en place de ces contrats subventionnés supplémentaires, dont la durée devra être de "*près de 9 mois*", au lieu de six en moyenne actuellement.

"Le gouvernement a décidé sans attendre de mobiliser un supplément de 80.000 contrats", précise la lettre dont l'AFP s'est procuré une copie. Ces nouveaux contrats se découpent en 60.000 "*contrats d'accompagnement dans l'emploi*" (CAE) - concernant le secteur non marchand, essentiellement les collectivités locales et les associations -, et 20.000 "*contrats initiative emploi*" (CIE) - des emplois du secteur marchand, c'est-à-dire essentiellement les entreprises. Dans sa lettre, Michel Sapin demande aux préfets de privilégier la demande et les offres locales en tenant compte des "*besoins dans chaque territoire*."

Cette nouvelle mesure, avec effet immédiat sans attendre la conférence sociale des 9 et 10 juillet prochains, devrait coûter quelque 400 millions d'euros supplémentaires, selon de premières estimations. Le gouvernement précédent avait programmé 340.000 contrats aidés pour l'ensemble de l'année 2012 dont les deux tiers (225.000) pour le premier semestre et 115.000 pour le second. En janvier 2012, 370.000 personnes bénéficiaient de contrats aidés. (lexpansion.fr 13.06)

Et en plus il s'agit d'emplois précaires dont la durée en moyenne ne dépassera pas 10 mois en 2012, tandis que la durée du travail est inférieure à 35 heures hebdomadaires, entre 22 et 33 heures. (source : <http://www.service-public.fr/>)

- L'employeur perçoit une aide financière de l'État d'un montant variable pouvant atteindre :

47% du SMIC brut pour les CUI-CIE (secteur marchand) (montant moyen réel : 31%),

95% du SMIC brut pour les CUI-CAE (collectivité territoriale, associations) (montant moyen réel : 70%).

L'employeur peut également être exonéré de certaines taxes ou cotisations sociales. (source : <http://www.service-public.fr/>)

Elle n'est pas belle la vie des négriers modernes ? A la mode "*socialiste*" s'il vous plaît !

Comment à l'avance ils légitiment les licenciements à venir. Mode d'emploi.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a indiqué mercredi que le sujet d'un meilleur encadrement des plans sociaux, en cas de fermeture d'un site rentable, serait discuté à la conférence sociale des 9 et 10 juillet, avant qu'un texte soit proposé.

"Nous souhaitons placer dans la discussion de la conférence sociale un certain nombre de mesures législatives de manière à limiter les plans sociaux abusifs", a déclaré lors d'une conférence de presse Arnaud Montebourg.

"Tout l'art du législateur sera de faire le tri entre les plans sociaux abusifs et ceux qui ne le sont pas", a-t-il déclaré.

Sur l'encadrement des plans sociaux, Arnaud Montebourg a précisé que la future loi viserait *"des entreprises rentables qui gagnent de l'argent, des sites industriels rentables qui sont fermés car ils ne gagnent pas assez d'argent au vu des exigences financières"* des actionnaires. (AFP 13.06)

Il est dit clairement que le gouvernement ne prendra aucune mesure pour s'opposer à la fermeture d'entreprises, encore moins les confisquer ou les nationaliser. C'est bien un gouvernement des capitalistes.

Guerres (coloniales) de rapine. Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy, Hollande : même politique de va-t-en-guerre.

«Un prébendier à la tête d'un groupe d'assassins», «un régime de mort et de sang»: Laurent Fabius a usé de termes extrêmement forts, mercredi lors d'une conférence de presse, pour condamner le pouvoir de Damas et annoncer à son encontre un renforcement de la pression internationale. *«La France entend être à la pointe de l'action contre Bachar el-Assad»*, a dit le chef de la diplomatie française. Il a repris à son compte le terme de *«guerre civile»*, employé la veille par un haut responsable de l'ONU, et admis que le pays était la destination de livraisons d'armes.

«La situation en Syrie a pris un tour encore plus grave et plus abominable», a déclaré le ministre en évoquant le sort d'enfants utilisés comme boucliers humains, une situation sur laquelle un rapport des Nations unies avait levé le voile, mardi. *«Des enfants de 8 à 9 ans sont placés devant des chars,*

violés et assassinés, a dit Laurent Fabius. (...) Ils sont mis de part et d'autre des cars militaires qui entrent dans les villes. Si on veut tuer des soldats, il faut d'abord tuer des enfants...» a-t-il poursuivi. (lefigaro.fr 13.06)

L'indulgence ne vaut que pour les délinquants, les fraudeurs en cols blancs.

La situation inquiétante des prisons françaises surpeuplées s'est rappelée mercredi au souvenir du ministre de la Justice, qui assure en faire "*une priorité*", mais refuse l'amnistie des courtes peines prônée par le contrôleur des prisons.

Une fois n'est pas coutume, c'est le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, aiguillon de la politique pénitentiaire, qui a mis les pieds dans le plat.

Dans un avis publié mercredi au *Journal officiel*, il plaide pour une loi d'amnistie des peines "*très légères*" prononcées avant 2012 et pas encore exécutées, faute de moyens, afin de ne pas aggraver la surpopulation carcérale qu'il juge très inquiétante. (AFP 13.06)